

**DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE NIVOLAS-VERMELLE**

Nombre de membres : Séance du : 29 septembre 2016

- En exercice : 19
- Présents : 13
- Pouvoir : 5
- Votants : 18

Date de la convocation :
Le 21 septembre 2016

L'an deux mille seize et le vingt- neuf septembre à 20 heures, le Conseil Municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s'est réuni à la mairie en séance publique, sous la présidence de Monsieur Michel RIVAL, Maire.

Présents : M. Michel RIVAL, Mme Janine GALLIN-MARTEL, M Gilles GENTAZ, M Roger DOLIN, M Paul BONNAIRE, Mme Chantal JACOBS, Mme Colette DEROUX-DAUPHIN, Mme Gaëlle GLENISSON, Mme Muriel VICENTE, Mme Viviane BONNET, M Marc PIRAUDON, M Bernard BELONY, M. Christian BETON,

Absents excusés : Mme Graziella BERTOLA-BOUDINAUD (pouvoir à Michel RIVAL), M. Xavier FRANCISCO (pouvoir à Gilles GENTAZ), M. Laurent GLAD (pouvoir à Janine GALLIN-MARTEL) Mme Séverine PONTAROLLO (pouvoir à Muriel VICENTE), Mme Brigitte PRADIER (pouvoir à Bernard BELONY), M. Jean-Pierre MAILLES.

Secrétaire de séance : Bernard BELONY

Objet de la délibération : Révision du Plan Local d'Urbanisme
N° 2016-08-01

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.153-8, L.153-31 à L 153-35, et L.103-2

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 29 mars 2012 approuvant le Plan Local d'urbanisme.

Monsieur le Maire expose que la révision du Plan Local d'urbanisme est rendue nécessaire en raison des **modifications législatives adoptées** depuis l'arrêté du PLU et notamment les **lois Grenelle de l'environnement**.

Les objectifs de la révision du PLU :

La révision fera **le bilan du PLU actuel** puisque prévu pour 10 ans, il en est aujourd'hui à la quatrième année, donc pratiquement à mi-parcours.

La révision prendra ainsi **en compte formellement les lois environnementales** afin d'être en conformité avant fin 2017.

L'économie générale du PLU ne sera pas changée, en particulier, le mode de développement de la commune définissant **deux zones principales d'habitat** : le Centre du Village, zone urbaine dense, et le quartier de Boussieu-Ruffieu dans la proximité immédiate de Bourgoin-Jallieu, et entre **les deux, les zones d'activités communautaires de la Plaine et du Vernay**. Il reprendra toutes les grandes orientations visant à une gestion raisonnée des déplacements, une réduction des gaz à effet de serre, une réduction des déchets. L'objectif affirmé dans ce **PLU d'économie de l'espace** sera renforcé, en introduisant des règles de **constructibilité sur limites**, en particulier quand **les parcelles ne sont pas rectangulaires** et de recul par rapport à l'alignement (**4m au lieu de 5m**), dans les zones d'activités,

Un soutien à l'agriculture sera pris en compte et notamment les évolutions et transformations de la profession agricole. Pour y répondre, **une zone N (Naturelle) sera transformée en zone A (Agricole)**. Dans ce domaine **un inventaire des éléments remarquables du paysage** sera intégré au PLU, en particulier concernant le **maintien des haies afin** de pouvoir maintenir les cultures, sans entraîner des dégradations aux habitations voisines, en particulier dans une commune très petite comportant **des zones collinaires cultivées**.

En respectant **les enveloppes urbaines**, telles qu'elles ont été définies dans le PLU actuel, il s'agira d'apporter **quelques petites corrections mineures**, à la marge, afin de corriger des oublis du PLU.

La problématique des bâtiments existants **en zone N et A** sera étudiée pour des solutions à leur réutilisation et à leur extension.

-Les modalités de la concertation : il y a lieu de fixer les modalités de concertation conformément à l'article L.103-3 du Code de l'Urbanisme, qui impose que toute révision du Plan Local d'urbanisme fasse objet d'une concertation préalable avec la population durant toutes les études et selon les modalités prévues par le Conseil Municipal.

Après avoir entendu l'exposé du Maire , après avoir délibéré et à l'unanimité, le Conseil Municipal,

DECIDE

- de prescrire la révision du Plan Local d'urbanisme (P.L.U.) sur l'ensemble du territoire communal, conformément aux dispositions des articles L.153-8 et L.153-31 à L.153-35 du Code de l'Urbanisme.

- d'approuver les objectifs poursuivis pour la révision du P.L.U. à savoir :

Faire **le bilan du PLU actuel** puisque prévu pour 10 ans, il en est aujourd'hui à la quatrième année, donc pratiquement à mi-parcours.

Prendre **en compte formellement les lois environnementales** afin d'être en conformité avant fin 2017.

L'économie générale du PLU ne sera pas changée, en particulier, le mode de développement de la commune définissant deux zones principales d'habitat : le Centre du Village, zone urbaine dense, et le quartier de Boussieu-Ruffieu dans la proximité immédiate de Bourgoin-Jallieu, et entre les deux, les zones d'activités communautaires de la Plaine et du Vernay. Il reprendra toutes les grandes orientations visant à une gestion raisonnée des déplacements, une réduction des gaz à effet de serre, une réduction des déchets.

Renforcement des règles **d'économie de l'espace**, en introduisant des règles de constructibilité sur limites, en particulier quand les parcelles ne sont pas rectangulaires et de recul par rapport à l'alignement (4m au lieu de 5m), dans les zones d'activités,

Un soutien à l'agriculture sera pris en compte et notamment les évolutions et transformations de la profession agricole. Pour y répondre, **une zone N (Naturelle) sera transformée en zone A (Agricole)** Dans ce domaine **un inventaire des éléments remarquables du paysage** sera intégré au PLU, en particulier concernant le maintien des haies afin de pouvoir maintenir les cultures, sans entraîner des dégradations aux habitations voisines, en particulier dans une commune très petite comportant des zones collinaires cultivées.

En respectant **les enveloppes urbaines**, telles qu'elles ont été définies dans le PLU actuel, il s'agira d'apporter **quelques petites corrections mineures**, à la marge, afin de corriger des oublis du PLU.

La problématique des bâtiments existants en zone N et A sera étudiée pour des solutions à leur réutilisation et à leur extension.

- de soumettre à la **concertation de la population**, des associations locales et des autres personnes concernées, dont les représentants de la profession agricole les études pendant toute la durée de l'élaboration du projet selon les modalités suivantes:

- **Deux réunions publiques** à positionner l'une au cours de la révision, l'autre avant l'arrêté
- une **exposition en mairie**,
- la diffusion d'information dans **le bulletin municipal** et sur le **site Internet** de la commune

- que le **bilan de cette concertation** sera présenté devant le Conseil Municipal qui en délibérera.

- de débattre en Conseil Municipal sur le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD), au plus tard deux mois avant l'arrêt du projet de Plan Local d'Urbanisme.

- de solliciter de l'État, conformément à l'article L.132-15 du Code de l'Urbanisme, qu'une dotation soit allouée à la commune pour compenser les dépenses entraînées par les études et l'établissement du PLU.

- de demander conformément à l'article L.132-5 du Code de l'Urbanisme, que les services de la Direction Départementale des Territoires soient mis gratuitement, en tant que de besoin, à la disposition de la commune.

Le Président du Conseil Régional, le Président du Conseil Départemental, le Président de l'autorité compétente en matière d'Organisation des Transports urbains, ainsi que ceux des organismes mentionnés aux articles L.132-7 et L.132-9 ou leurs représentants sont consultés à leur demande au cours de l'étude du projet de Plan Local d'Urbanisme.

Il en est de même des Présidents des Établissements Publics de Coopération Intercommunale voisins compétents et des Maires des communes voisines, des associations locales d'usagers agréées, mentionnées à l'article L.141-1 du Code de l'Environnement.

Le Maire peut recueillir l'avis de tout organisme ou association compétents en matière d'aménagement du territoire, d'urbanisme, d'environnement, d'architecture et d'habitat et de déplacements.

Si le représentant des Organismes mentionnés à l'article L.411-2 du Code de la Construction et de l'Habitation, propriétaires ou gestionnaires de logements situés sur le territoire de la commune en fait la demande, le Maire lui notifiera le projet de Plan Local d'Urbanisme, afin de recueillir son avis. Cet avis est réputé favorable s'il n'a pas été rendu dans un délai de 2 mois.

Les services de l'État seront associés à l'étude du Plan Local d'Urbanisme à l'initiative du Maire, ou à la demande du Préfet.

Conformément à l'article L.153-11 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération sera notifiée:

~ au Préfet

~ aux Présidents du Conseil Régional et du Conseil Départemental

~ aux Présidents des Chambres de Commerce et d'Industrie, de Métiers et de l'Artisanat et d'Agriculture

~ au Président EPCI chargé du suivi et de la révision du SCOT

~ au Président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de programme local de l'habitat et autorité organisatrice de transport dont la commune est membre.

Elle fera l'objet d'un affichage en Mairie pendant un mois, mention en sera insérée dans le Dauphiné Libéré diffusé dans le Département.

La présente délibération produira ses effets juridiques dès l'exécution de l'ensemble des mesures d'affichage et de publicité.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Transmise au représentant de l'Etat le :
Affichée le :

Le Maire,
Michel RIVAL

Conformément aux dispositions du Code de Justice administrative, le Tribunal Administratif de Grenoble peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

. Date de réception en sous-Préfecture de La Tour-du-Pin ;

. Date de la publication et/ou de sa notification.

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit . A compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale ; Deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.

